

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20221216-1435-DE-1-1
Date de télétransmission : 19/12/2022
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

Excusés : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

BEUVRY - Résidence du [REDACTED] Demande d'autorisation à ester
Occupation illicite par des gens du voyage

Direction générale

Rapporteur : M. [REDACTED]

Pas-de-Calais habitat est propriétaire de la « Résidence du [REDACTED] » sise [REDACTED] et [REDACTED] à BEUVRY.

La résidence, reprise au cadastre section BC n°853, est composée d'immeubles à usage d'habitation collectifs, de dépendances à usage d'espaces verts et de parkings privatifs.

Les ouvrages, dépendances et parkings de la Résidence [REDACTED] relèvent du domaine privé de l'Office.

Des gens du voyage ont pénétré, à plusieurs reprises notamment en août et octobre et novembre 2022, sans autorisation, ni droit ni titre, sur les terrains et parkings de la Résidence [REDACTED] à BEUVRY avec leurs voitures, caravanes et accessoires au mépris des lois et règlements.

Outre l'occupation illicite, les occupants ont procédé à des branchements sauvages en eau sur les bouches d'incendie et en électricité.

Le parking occupé illégalement dépend des immeubles à usage d'habitation de la Résidence du [REDACTED]. Les locataires ne peuvent ainsi plus jouir paisiblement du parking afin de stationner leur véhicule.

L'Office a tenté d'obtenir le départ spontané et volontaire des occupants via un huissier de justice mais cette démarche est restée vaine.

Face à cette situation et compte tenu de l'urgence de libérer les parcelles occupées illégalement, Pas-de-Calais habitat a mandaté un Avocat aux fins saisir Monsieur le Président du Tribunal judiciaire de Béthune par le dépôt de requêtes aux fins d'expulsion.

Vu les dispositions des articles R. 421-16 et R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération adoptée par le Conseil d'administration le 08 septembre 2021 déléguant au Bureau le pouvoir d'autoriser le Directeur général à ester en justice au nom de l'office,

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur général à représenter l'office devant Monsieur le Président du Tribunal Judiciaire de Béthune, dans le cadre des litiges exposés ci-dessus opposant l'Office aux gens du voyage et à régulariser tous les actes de procédure à cette fin,
- ✓ autorisent en tant que nécessaire, la régularisation de toute action en justice devant toute juridiction compétente au besoin devant la juridiction d'appel, la

Cour de cassation ou le Conseil d'Etat à l'effet de faire valoir les droits de l'office dans le cadre de ce litige.

Décision adoptée à l'unanimité